# Les communes font bloc contre la décharge toxique (suite p.1)

Un comble alors que, selon le Conseiller municipal versoisien Julien Marquis (PLR), le Conseiller d'État compétent sur ce dossier, Luc Barthassat (PDC), s'affichait il y a peu sur Facebook, visitant une usine de valorisation des mâchefers en Allemagne.

## Les communes contre-attaquent

Les communes sont estomaquées : elles ne comprennent pas pourquoi elles devraient défigurer, salir un espace verdoyant en permettant d'y enfouir ou empiler des déchets toxiques sur plus de 20 ans d'activité et 15 ans de repos post-exploitation… alors même que d'autres techniques semblent porter leurs fruits.

Le processus de sélection a agacé plus d'une commune.

Pour Versoix, c'est un aveuglement du service de géologie, sols et déchets quant aux risques sur l'environnement qui fâche le plus : le GESDEC, d'après le maire, aurait fermé les yeux devant la proximité du lieu étudié, Long-Prés, et (au moins) une nappe phréatique, ignoré le conflit entre ce projet et celui de transformation de l'autoroute prévu depuis longtemps, et se serait moqué d'affecter la grande faune gambadant à proximité.

Pour les trois communes retenues à ce stade, la coupe est pleine : elles ont décidé de faire bloc, à l'image de toutes les communes de la rive droite. Chaque rendez-vous avec les autorités cantonales se fera avec des représentants des trois municipalités afin que Genève ne puisse pas « diviser pour mieux régner ».

En un mot comme en cent, Versoix veut faire recours de toutes les manières offertes par la loi. En bloquant l'expropriation nécessaire au projet d'une parcelle appartenant à la commune, en écrivant au Conseil d'État, et même, si nécessaire, en lançant un référendum.

Reste qu'avant de mobiliser dans les urnes, il est question de parapher des listes de pétitions. Versoix a lancé la sienne en grande pompe, soutenue par la plupart des partis. Elle est disponible sur le site de la commune, Versoix.ch, et doit être retournée au 20 mars dernier délai.

Le Conseil administratif a vivement recommandé aux habitants de participer à toutes les pétitions circulant à ce sujet, peu importe la commune source.

## 50 nuances de «non»

À entendre la session de questions et réactions du public intervenue en fin de séance, toutes et tous semblent opposés à ce projet cantonal.

Opposés, oui, mais pas de la même façon, pas avec les mêmes raisons.

Mme Chaudieu, sympathisante du parti Les Verts, a attiré l'attention sur la source des déchets et recommandé à l'assistance de faire un effort sur la façon dont chacun consomme.

M. Courtois, représentant la ferme du même nom, a

défendu les intérêts du monde de l'agriculture, pointant le paradoxe entre les obligations toujours plus strictes sur les produits utilisables dans son activité d'une part, et la marche forcée, d'autre part, d'un projet aussi toxique et polluant.

Enfin, un autre membre du public a vivement exhorté les élus versoisiens à une pugnacité et un unanimisme « semblable à ce soir » pour le projet d'extension de l'aéroport « pourtant soutenue par passablement de partis présents dans cette salle ».

Lui répondant sourire aux lèvres, le maire se contenta d'un : « Vous êtes le bienvenu au Conseil municipal de mars, où l'on donnera notre point de vue sur le sujet ! ».

*Texte et photos : Yann Rieder*